

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU MARDI 25 MARS 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION :

N°2025-03-05 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHÉ D'ETUDE

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	8			
Délégués présents	13	totalisant	68	voix
Membres/Délégués excusés et représentés	4	totalisant	17	voix
Membres/Délégués absents excusés	4	totalisant	15	voix

Pour	85 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-cinq, le 25 mars, à dix heures et cinq minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Pierre-Michel DELECROIX, Président. Ils avaient été convoqués le 17 mars 2025.

DELEGUES PRESENTS

M. DELECROIX, Président, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix),
Mme SAUSSEREAU, Vice-Présidente, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix) arrivée au point 4
M. HELIN, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix)
M. DESTOUCHES, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix) arrivé au point 5
Mme BARNIER, Vice-Présidente, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. PHILIPPON, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. BUTIN, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)
M. BRUCH, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)
Mme CLAVEAU, représentante suppléante de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)
M. CHAFFAUD, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix)
M. FEMEL, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix)
M. ROESCH, représentant suppléant du Conseil Départemental du Val de Marne (2 voix)

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

M. FLESSELLES, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. BRUCH (4 voix)
Mme TOLLARD, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, qui a donné pouvoir à M. DELECROIX (8 voix)
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, qui a donné pouvoir à M. FEMEL (4 voix)
M. FUCHS, représentant de HAROPA Ports, qui a donné pouvoir à M. CHAFFAUD (1 voix)

MEMBRES ABSENTS EXCUSES

M. OUMARI, représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, (1 voix), arrivé au point 6
Mme JARDIN, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. OZTORUN, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (4 voix)
M. CATHALA, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive
Mme ABÈS, Animatrice Contrat eau et climat trames verte et bleue, Syndicat Marne Vive
Mme COCHARD, Animatrice SAGE Marne confluence, Syndicat Marne Vive
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive
M. LANFRANCHI, Conseil Départemental du Val-de-Marne

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Germain ROESCH est désigné pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal.

DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Clément DEPEGE, est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il a exercée

Accusé de réception en préfecture
094-259401057-20250325-2025-03-05-DE
Date de transmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

N°2025-03-05 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHE D'ETUDE**Le Comité Syndical ;**

Vu la Directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive de 76/160/CEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique et la réglementation en vigueur en matière d'établissement des profils de baignade, de contrôle et de surveillance des eaux de baignade en rivière ;

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L2113-6 et L2113-7 ;

Vu la circulaire DGS/EA4 n°2009-389 du 30 décembre 2009 relative à l'élaboration des profils des eaux de baignade au sens de la directive 2006/7/CE ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2018/2 du 2 janvier 2018 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Marne Confluence ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°2018-2277 du 2 juillet 2018 approuvant les statuts du Syndicat Marne Vive ;

Vu le courrier en date du 18 mars 2025 du Président du Syndicat Marne Vive, sollicitant les collectivités riveraines de la Marne pour identifier celles ayant un projet d'ouverture de baignade en Marne et définir l'opportunité de constituer un groupement de commande en vue du lancement des études préparatoire à la rédaction et l'actualisation des profils de baignade ;

Vu le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes en vue de la passation d'un marché pour l'étude « Accompagnement à la réouverture des sites de baignade : élaboration et actualisation des profils de baignade », ci-annexé ;

Considérant que le SAGE Marne Confluence vise la reconquête d'une eau de baignade en Marne et l'ouverture de sites de baignade (Objectif Général 2 du PAGD) ;

Considérant que l'ouverture de sites de baignade pérennes en héritage des JOP 2024 est également un objectif poursuivi par la Préfecture de Région Ile de France, la ville de Paris, la Métropole du Grand Paris ;

Considérant le souhait des Villes de Chelles, Neuilly-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Bry-sur-Marne, Le Perreux-sur-Marne, Nogent-sur-Marne, Joinville-le-Pont, Champigny-sur-Marne, Saint-Maur-des-Fossés, Maisons-Alfort et Saint-Maurice de préparer et de pérenniser l'ouverture d'une baignade en Marne et que cet objectif nécessite l'identification précise des sources de pollution dans la rivière, l'établissement d'un plan d'actions pour les résorber et les maîtriser sur le long terme ;

Considérant que cette approche nécessite l'établissement et l'actualisation des profils réglementaires de baignade ;

Considérant que le Syndicat mixte Marne Vive, structure porteuse de l'animation du SAGE et syndicat d'études pour l'amélioration de la qualité de la Marne et de ses affluents, a pour mission statutaire de « participe[r] à la préservation et à l'amélioration du milieu naturel (eau, faune, flore) sur le bassin versant de la Marne, à la gestion équilibrée et durable des usages et des milieux ainsi qu'aux opérations pouvant concourir à retrouver l'usage de la baignade en Marne. » ;

N°2025-03-05 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHÉ D'ETUDE

Considérant qu'une mutualisation des réflexions, des investigations de terrain, des analyses du fonctionnement des systèmes d'assainissement et des plans d'actions pour maîtriser les pollutions est opportune, dans la mesure où les futurs sites de baignade sont répartis sur moins de 30kml de cours d'eau et que les systèmes d'assainissement, contributeurs de pollutions à étudier dans les Profils et à résorber, sont à cette échelle et sur ce territoire, largement interconnectés et intégrés dans un maillage de réseaux qui ne peut être étudié que dans sa globalité, à l'échelle du périmètre du Syndicat ;

Considérant que la modélisation des flux de pollutions et du fonctionnement hydrodynamique de la Marne s'effectuera, pour tous les sites, sur le même périmètre ;

Considérant qu'une logique de mutualisation s'opère donc pour ces missions, ouvrant ainsi des opportunités de groupements de commandes au sens des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique ;

Considérant que le Syndicat mixte Marne Vive, en tant que structure supracommunale, constitue une instance privilégiée des groupements de commandes ;

Considérant qu'un précédent groupement de commande a été constitué par le Syndicat Marne Vive avec cinq villes riveraines de la Marne et l'EPT Paris Est Marne et Bois, qui s'est achevé par la production de sept profils de baignade, remis le 30 novembre 2024 aux collectivités concernées ;

Considérant, dans ces conditions, qu'il est proposé la constitution d'un nouveau groupement de commandes entre le Syndicat Marne Vive et les villes ou EPT/EPCI porteurs d'un projet de baignade en Marne, sur le territoire du Syndicat Marne Vive, le Syndicat étant désigné coordonnateur ;

Considérant que la rédaction ou l'actualisation des documents « profils de baignade » en eux-mêmes seront mutualisés uniquement entre le Syndicat Marne Vive et la Ville ou l'EPT/EPCI correspondant ;

Considérant les échanges préalables tenus entre les Villes et EPT/EPCI intéressés et le Syndicat Marne Vive sur le projet de convention de groupement de commande ;

Considérant le programme Eau et Climat 2025-2030 de l'Agence de l'Eau Seine Normandie ;

Considérant que le coût estimatif du marché s'élève à 350 000€ T.T.C., qu'une subvention estimée entre 50 et 80 % sera sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, que le solde sera réparti de la façon suivante :

- Pour les missions mutualisées à l'échelle de l'ensemble des membres du groupement de commande : 100% à la charge du Syndicat ;
- Pour toute mission complémentaire relative à la rédaction d'un profil de baignade (nouveau profil ou actualisation d'un profil), spécifique à chaque ville ou EPT/EPCI : 100% à la charge de chaque ville ou EPT/EPCI concerné ;

N°2025-03-05 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHÉ D'ETUDE

Sur proposition de Monsieur le Président ;

Après examen et délibéré

Article 1	Approuve le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes en vue de la passation d'un marché pour l'étude « <i>Accompagnement à la réouverture des sites de baignade : élaboration et actualisation des profils de baignade</i> », ci-annexé, qui prendra fin à l'achèvement des missions encadrées par le marché public, et dont le montant estimatif s'élève à 350 000€ TTC, une subvention de 50 à 80 % étant sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et le solde étant réparti de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- Pour les missions mutualisées à l'échelle de l'ensemble des membres du groupement de commande : 100% à la charge du Syndicat ;- Pour toute mission complémentaire relative à la rédaction d'un profil de baignade (nouveau profil ou actualisation d'un profil), spécifique à chaque ville ou EPT : 100% à la charge de chaque ville ou EPT concerné.
Article 2	Autorise Monsieur le Président à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes,
Article 3	Autorise Monsieur le Président à procéder, conformément à la convention de groupement de commande, au lancement de la procédure d'appel d'offres et, après consultation de la Commission d'Appel d'Offres, à la signature du marché à l'issue de la procédure.

Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 25 mars 2025, les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

M. le Président du Syndicat serait obligé envers M. le Préfet de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.



Le Président,

Pierre-Michel DELECROIX